



LE MILITANT

BULLETIN MENSUEL DE LA RÉGION BRETONNE
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la 4^e Internationale)

JANVIER-FÉVRIER 1949

N° 20

Rédaction - Correspondance - CALVÉS, André - Ecole des Garçons - LOUNNA DAOUHAS (Finistère)

UNITÉ D'ACTION LA SANTÉ DU RÉGIME

Contentement à la plupart des journaux, « Le Militant » ne souhaite pas hypocritement la bonne amitié à ses lecteurs. L'équipe de jeunes révolutionnaires, dont il est le pauvre moyen d'expression qui bien que des fois on ne des souhaite seulement, ne donnerait pas aux travailleurs la solution au problème de la misère et du découragement qui est celui de la classe ouvrière en ce début d'année.

Dans l'ensemble, voici comment nous définissons la situation en France. La bourgeoisie continue ses efforts entrepris à la « Libération », pour remettre en état son appareil de production détruit par la deuxième guerre mondiale.

Le capitalisme français n'est plus qu'un tout petit gâté qui, à côté de son gâtel de frère américain s'il veut récupérer une petite place autour de la table familiale de capitalistes il lui faut l'essentiel du grand frère et promoteur de l'ultra à préparer la guerre contre un autre géant, l'Union Soviétique ; sinon il doit disparaître...

La préparation à la guerre exige la défile du prolétariat français et la destruction des organisations autonomes de la classe ouvrière. Le malheureux esclame de démocratie bourgeoise, en dépit des efforts généraux de nos représentants qualifiés : Quenille-La Misère, Moche-Fassassin, etc., est incapable de réaliser cela.

Au contraire, de Gaulle pose résolument sa candidature à la dictature et les points essentiels de son programme nous promettent précisément : la misère, la répression et la guerre. On juge s'il n'est facile de la grande bourgeoisie aux abus.

Pour éviter la guerre, il faut supprimer la cause de la guerre, c'est-à-dire renverser le régime capitalistique et instaurer le socialisme qui seul peut assurer et la paix et le bonheur des hommes.

Ce que qui brutalisent le peuple en entrainement des votes pleurs, seraient-ce du haut du Truculéro, à ceux qui tentent de reléguer les travailleurs sur les voies de garage de la 3^e force, à ceux qui épuisent la classe ouvrière en des luttes partielles, excessivement violentes, à la poursuite d'un gouvernement de collaboration de classe dont la bourgeoisie ne veut même plus, à tous ceux-là il faut répondre avec les armes de la lutte de classes.

Il faut rassembler l'Unité du Front prolétarien en luttant pour : l'amnistie totale pour les mineurs emprisonnés, révoqués ou poursuivis, la protection des locataires, de la presse et des militants ouvriers contre les bandes gaullistes par le moyen des groupes d'auto-défense ou milices ouvrières, le respect total de la démocratie dans les organisations ouvrières, la constitution dans les entreprises de Comités de Front unique pour arracher ensemble une augmentation de salaire non hiérarchisée.

De cette façon et strictement de cette façon, la classe ouvrière retrouvera l'élan dont elle a besoin, et dont elle est capable, pour briser le Fascisme et la Guerre.

LE MILITANT.

Un événement du mois, passé à peu près inaperçu. La mort de De Wendel, propriétaire du bassin de Briey. Cette terrible cause se résume après avoir causé celle de tout le gens.

Il existe, dans la famille continue, le régime social. Un régime, un simple changement ministériel.

Gary Davis, lui, est bien en vie. Il s'agit en faveur de la paix et d'un monde sûr.

Mais il se fait sur les moyens d'arriver à l'Unité du monde Pas un mot sur le prolétariat ou les peuples coloniaux. Autrement dit, sa propagande peut servir aussi bien Churchill que le Pape.

Ce n'est pas par hasard si Moche préférait à Davis, radio, cinéma et permis de séjour. Faut endormir le prolétariat.

Où, il se trouve que le prolétariat se dort Pas, et en Union soviétique.

Le régime de Krouchtchev, si possible, moins qu'en la présence des forces populaires qui a la suite de la défection des armées de Chouk Koi Soen.

Et après tout ça de guerre civile pour le communisme, à la suite de la victoire des classes pauvres, ne sont le chef stabiliser Mao Tse-Tung, proposer un gouvernement d'union démocratique. Les bourgeois se remettent à espérer.

Un monsieur qui n'espère plus, c'est Krouchtchev. Il en a assez de jeter les coupures fantômes.

Le capitalisme français est très enroulé. Tout tout le camp. L'Empire d'Indochine, l'Empire colonial.

Camp qui pour les lois de la finance.

Au Conseil de la République, à l'occasion de la nomination de Marshall, Marrane, député P.C.F. de la Seine, a joint son salut à celui que les bourgeois ont adressé à Marshall.

Il est vrai que le subtil Marrane a été très salué à l'hypocrisie.

Avec ce genre de nuances, on peut faire un gouvernement avec De Gaulle qui est bourgeois, caillotin, mais a sympathique que.

L. N.

Diffusez " LE MILITANT "

DE GAULLE OUVRIER



Au cours du meeting, du 14 décembre dernier, au Vel d'Hiv, de Gaulle a exposé le programme social du R.F.F., l'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL.

« Nous voulons faire en sorte que les travailleurs VALABLES deviennent des sociétaires au lieu d'être des salariés ».

« Est-ce enfin la solution l'ABOLITION du SALARIAT ». De Gaulle dit que « cette association prendra sa forme dans des contrats de société, passés sur un pied d'égalité entre les divers éléments les engageant les uns les autres. Le contrat devra préciser et régler la rémunération de chacun suivant son échelle hiérarchique en fonction du rendement de l'entreprise constaté périodiquement par l'assemblée des participants ».

« Quant au syndicalisme » il est livré de toute politique et devient uniquement professionnel. De Gaulle préconise « qu'aux conventions collectives de profession on substitue des contrats d'entreprises qui lieront collectivement et individuellement les travailleurs d'une entreprise à leur patron ».

Pour bien séduisante que paraisse cette « ASSOCIATION » elle constitue une véritable DECLARATION DE GUERRE au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière toute entière.

« Quand il tente de préciser ce qu'il entend par ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL, de Gaulle préconise le salaire proportionnel (système utilisé par Hillar). Basé sur le principe suivant : les ouvriers touchent un salaire de base inférieur de 1/3 à celui de leur profession. Ils touchent en outre un complément de salaire, proportionnel au volume des affaires de la société.

Mais de Gaulle passe à côté du vrai problème : il parle d'une participation de CERTAINS TRAVAILLEURS aux BÉNÉFICES (reste à savoir ce qu'il entend par travailleurs « valables », mais il ne dit mot de la participation à la GESTION sans laquelle la participation aux bénéfices est illusoire : en effet le volume des affaires est calculé sur un indice fixé par le patron ; sans gestion les travailleurs sociétaires n'auront qu'un rôle de CONSTATATION sans CONTRÔLE sur les INVESTISSEMENTS de capitaux et la PRODUCTION.

D'ailleurs dans sa conférence de presse du 1^{er} octobre il déclare : « Il faut accroître la production par tous les moyens, notamment par l'AUGMENTATION des HEURES de TRAVAIL ». Reste à trouver une force capable de faire davantage « sur le bureau », elle est toute prête : c'est la misère et son minimum vital. Par ce système de salaire proportionnel, a travail égal les ouvriers se font un salaire total légèrement inférieur à la moyenne ; en prolongeant la durée du travail et en accélérant la cadence jusqu'au forces limites humaines, ils obtiennent un salaire légèrement supérieur à la moyenne. Habile système de surexploitation.

En cas de misère les ouvriers font grossir les rangs des chômeurs, s'engageront dans les sections d'assauts ou dans le meilleur des cas seront réduits à un 1/2 salaire. C'est le partage du risque mais avec l'échelle hiérarchique renversée.

Pour livrer le syndicalisme de toute politique il convient de le laisser, de le morceler en une foule de syndicats d'entreprises, n'ayant ni AUTORITÉ, ni PUISSANCE, ni INDEPENDANCE.

Pour de Gaulle l'ORDRE SOCIAL, c'est l'AUTORITÉ et avant tout l'AUTORITÉ de l'ETAT dont il serait le MAÎTRE.

Bref, dans ce régime économique les travailleurs continueraient d'être des exploités et le capital serait de plus en plus surexploitant.

Bob TREVIEN.

MILITANTS ISOLÉS

Avez-vous reçu vos éditions de décembre à Fred Houpars, Instituteur à Plongnon, C. G. P., 222-07 Rennes ?

LE MILITANT D'AVANT-GARDE

Quelle est la situation des classes en France ? D'un côté, une classe bourgeoise démoralisée, tremblante, « des petits hommes » comme disait un député du P. C. F.

De l'autre côté, le géant populaire, des masses ouvrières révoltées par leur offense misère.

Pourtant, le géant populaire a subi des échecs depuis des mois et des années.

Ne cherchons pas la cause dans les muscles affaiblis des « petits hommes » de la bourgeoisie. La cause réside UNIQUEMENT dans le fait que les ouvriers ont été lancés dans la bataille, un par un, en corporation par corporation.

La tactique des leaders ouvriers a été très mauvaise. On a fusillé des généraux pour moins que cela, en certaines circonstances.

Le résultat de cette situation, c'est que beaucoup de travailleurs n'ont pas repris leur carte syndicale.

Notre devoir de militants prolétariens, c'est de dire aux travailleurs hésitants qu'ils doivent s'organiser. Mais si nous nous contentons de dire cela, nous ferions nous aussi un mauvais travail, car notre but serait à redonner des troupes aux chefs traités qui les démoralisent.

Demain, l'ouvrier, écœuré par les mêmes tactiques qui l'ont écœuré hier, sera en droit de nous déclarer : « Vous avez seulement su nous replacer sous le commandement des bureaucrates pourris ».

Nous n'avons pas le fétichisme de l'organisation. Nous ne crions pas « L'intr pour l'intr ». Notre lutte pour la reprise des cartes syndicales n'a de sens que si nous expliquons qu'il faut rentrer au syndicat pour chasser la direction qui sait seulement organiser des défaites.

D'autre part, un militant prolétarien doit prévoir l'argument des bureaucrates qui disent la bouche en cœur, « Voyez comme la base est hésitante, lamentable, etc., etc... » Serrons les rangs pour lui redonner confiance. Critiquons-nous dans le privé, mais pas devant ces masses « hésitantes. Ayons une discipline de direction ».

Le militant prolétarien, lui, sait que l'hésitation, la démoralisation des ouvriers, ne sont pas dues à leur sang, à leur race ou à quelque stupidité du même genre.

Le militant prolétarien sait que la démoralisation est due UNIQUEMENT à la tactique des dirigeants.

C'est pourquoi le militant prolétarien ne tombe pas dans le panneau d'une « solidarité de direction ».

En toutes occasions, il montre quelle est la tactique juste, et il dénonce les mots d'ordre mensongers.

Il ne se contente pas de discuter dans des conseils syndicaux, il porte le débat devant tous les ouvriers, dans toutes les assemblées.

C'est seulement ainsi qu'il peut aider le prolétariat à construire une nouvelle direction révolutionnaire capable de le mener à la victoire.

André CALVES.

CHEZ LES INSTITUTEURS

C'était le bon temps. Jouxoux embrassait Frachon, P.F. et P.C.F. se dissolvaient contre ces trotskystes déviants qui veulent faire de la politique au syndicat.

Lisez le bulletin aujourd'hui. Moi, P.C.F. et moi, socialiste et tout, et tout.

Et les détractés P.C.F. répondent aux détractés S.F.I.O. qui, dans le même numéro répliquent. Et on peut voir 2 ou 3 fois le signature de Gromley.

Avant notre tournée chez le M. A. Rochongar expédie un article. Mais la Lann le lui renvoie filico. Il n'y a pas de place ma pauvre.

Marrant quand même ce front unique des « laquais de New-York » (comme disent les autres) contre les militants trotskystes. De qui donc pouvons-nous être les agents ?

LE RECLASSEMENT

Le « Télégramme » s'apitoie sur les difficultés du gouvernement et nous apprend que le reclassement de la fonction publique ne sera pas intégral cette année. Nous pouvions nous y attendre, mais tout de même, la nouvelle n'est pas très réjouissante !

Les instituteurs ont déjà perdu « la grosse paye » offerte à la première tranche du reclassement, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1948.

Cette augmentation de nos traitements — tout le monde, à part les « gouvernementaux », s'accorde à la reconnaître — est dérisoire, et ne permet pas de combler les brèches que les incessants trains de hausse pratiquent dans les budgets.

La réalisation de la revalorisation de la fonction publique aurait exigé quelques 90 ou 100 milliards, et le gouvernement en accorde à peine 40. A ce train il faudra 2 ans pour que tout soit terminé.

Et quel reclassement !
Nous étions tous d'accord pour réclamer le principe : « à indice égal, traitement égal ». Ce qu'arrive-t-il ? Un instituteur hors-classe, indice 360, percevait 300.000 fr. et un chef de section administration centrale, indice 360, 447.000 fr. Différence : 147.000 fr. Une patte... !

D'autre part, la fixation des nouveaux traitements s'est faite en tenant compte d'un minimum vital de 12.000 fr. qui permet tout juste de vivre de pommes de terre et de pain sec. Par conséquent, si le reclassement n'est terminé que l'an prochain, nous risquons d'être toujours payés sur la base de ce minimum vital.

Ce qu'il nous faut donc arracher c'est l'application, dans le cadre du reclassement, du principe « à indice égal, traitement égal ».

Où se peut trouver 100 milliards pour la fonction publique ? Diab ! Prenons-les aux crédits de guerre. Il leur en resterait encore 200 milliards. Il est vrai que cela risquerait de compromettre à l'avenir « des territoires d'Outre-Mer, et du même coup, celui du gouvernement bourgeois ».

Il nous faut aussi exiger un minimum vital décent. Non pas 15.000 fr., non pas 17.000 fr., mais au moins 22.000 fr. Ce chiffre correspond à celui que la C.G.T. a établi en 1943. Pourquoi ferions-nous au gouvernement don de ce qu'il nous vole ?
J'entends l'objection. « Bien sûr, 22.000 fr. correspondent à la réalité, mais la bourgeoisie ne les acceptera jamais. Soyons donc plus modestes ».

Accepte-t-elle plus facilement 15.000 fr. ? A ma connaissance, non. Les mineurs se sont battus pour cela. Les dockers aussi. Ils voulaient qu'on leur garantisse un minimum vital « acceptable » au moyen de l'échelle mobile. Ils voulaient une révision (non une suppression) des zones de salaires.

Le gouvernement a « accepté » à coups de mitraillettes et de grenades lacrymogènes.
Par conséquent, camarades, si nous acceptons les propositions gouvernementales, nous serons « revalorisés » bien sûr, mais cette revalorisation sera plutôt celle de la misère.

L'U. G. F. F. réclame le reclassement intégral pour le 1^{er} janvier 1949, avec un versement d'attente mensuel de 3.000 fr. pour les petits fonctionnaires et 2.000 fr. pour les retraités.

Nous devons exiger, oui, le reclassement intégral, mais non accepter d'autres indemnités qui serviraient de prétexte au renvoi de la revalorisation aux calendes.

Parallèlement, il est indispensable d'obtenir un minimum vital convenable, garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, sinon toute augmentation de salaire serait illusoire.

C'est pourquoi seule la grève générale peut nous apporter une satisfaction complète. L'échelle mobile et le contrôle ouvrier posent la question du gouvernement. L'union étroite de tous les prolétaires n'est pas de trop pour les obtenir.

Fred ROPARS.

A.-M. FAUGLAS REpond A SIGNOR

Le lecteur se souvient que pendant toute une période la presse stalinienne du département me calomnia en me traitant « d'Hitlérienne » et de « délégitime » (chose curieuse, jamais les chefs stalinistes ne me firent un procès).

Le procès fut organisé par moi contre ces calomnieux. Il se déroula à une époque où les ministres stalinistes tiraient à l'aveugle avec la bourgeoisie. Cela permit à Signor d'obtenir des « attentions » calomnieuses. Il perdit cependant le procès et fut condamné à 8.000 fr. d'amende.

Le procès a aussi eu ses effets larbins au service du G.N.P. (ce fut est lui qui engagea le procès, l'infert Signor renouvelle mes calomnies. (Ce sont ses maîtres et non lui qui paient les dommages et intérêts.) Il écrit en gros caractères que depuis le procès, j'ai « disparu de la scène politique. Qu'en sait-il ce dieu ?

Je continue comme par le passé mes activités politiques, et à chaque occasion, je défend la position de mon parti.
L'odieux Signor l'inspirent du style de celui qui tient la chronique judiciaire dans « le Télégramme » écrit « La femme Pauglas ». Il veut être blessant et « homme... » de patte du G.N.P. !

Mais chose curieuse, les calomnieux du genre Signor oublient facilement leur salacité quand ils ne sont pas en service commandé.

Dans la même semaine où « la Bretagne » paraissait (jeudi 27 janvier) au cours d'une réunion à Quimper, Pauline Alain (Carlon) se vint amicalement vers moi, la main tendue (vieilles habitudes). Je n'ai pas serré cette main.

En terminant le livre ce fait à la réflexion des lecteurs qui pourront juger ces curieuses « militantes ouvrieres » qui sont prêtes à saïir de la manière la plus ignoble un adversaire politique et qui viennent ensuite... (sans rancune !) lui tendre la main.

A.-M. FAUGLAS.

A MORLAIX, ON NE SE CONTENTE PLUS DE TENDRE LA MAIN
AUX CATHOLIQUES... ON MET DU FIC DANS LA

Dans le bulletin des instituteurs, Paul Mélon expose au pilori les conseillers P.C.F. de Morlaix qui ont voté une subvention de 10.000 fr. pour la J.O.C.

Il expose également au pilori les conseillers S.F.I.O. qui se sont abstenus... comme Ponce-Pilate !

Les conseillers P.C.F. n'ont pas encore donné d'explication de leur attitude. Après tout, ils sont bien dans la ligne « pour un gouvernement d'union démocratique réunissant la fauclite et le goupillon ».

Le conseiller S.F.I.O. Gérard Morvan, lui, a répondu. Il estime tranquillement qu'il pouvait bien s'abstenir puisque le P.C.F. votait « pour » !

Mais le véritable argument-massue de Morvan consiste à parler des heures consacrées à la défense laïque au cours de sa vie.

Expansif que dans son compte rendu, il se livre à de belles poses à défendre le gouvernement d' Alliance S.F.I.O.-M.R.P.

C'est plus drôle d'entendre des gens qui continuent activement une politique, responsable des progrès du cléricisme depuis des années, venant ensuite se prévaloir de quelques limitations en faveur d'un autre régime. Il serait aussi bizarre qu'un capitaliste ayant fait over 40 millions à ses ouvriers, vienne se prévaloir d'avoir fait une somme de 60 sous. Belle défense et beaux saïts.

M.-A. ROCHONGAR.

SUR LE FRONT OUVRIER

HIÉRARCHIE - DIVISION

SECOURS ROUGE

Les mineurs n'ont pas encore pansé les plaies qu'ils ont reçues au front social contre les forces de répression de l'Etat bourgeois, que des remous soulèvent déjà certains secteurs de la métallurgie parisienne. Il s'agit d'une augmentation de salaire de 25 %.

Quel est le travailleur qui n'a pas encore compris que hiérarchie des salaires = division du mouvement ouvrier ? Ce n'est sûrement pas toi camarade cheminot qui a été si bien roulé en juin et novembre 1947 au profit des cadres supérieurs, ni toi camarade métallo qui reçoit une augmentation de 1.400 fr. quand ton directeur touche 7.100 fr.; ni toi camarade mineur qui sort de prison et dont les gosses crévent de faim pendant que la femme de ton ingénieur maie et volture engouffré dans un restaurant de fourrière ?

En 1936 beaucoup de gens parlaient de la révolution; l'éventail des salaires s'ouvrait de 1 à 4; aujourd'hui il est de 1 à 16, et le nombre des révolutionnaires pleinement conscients a baissé bien que le régime soit plus pourri ! Qui donc n'a pas compris que ceux qui encaissent 10 ou 15.000 fr. dans le même temps que nous en recevons 1.000 sont ceux qui tiennent le plus au régime qui leur fait de si beaux cadeaux, si violent à son secours dès qu'il se trouve menacé ?

Tel cadre ouvrier de l'Arsenal est-il révolutionnaire ? Suffit de l'installer à un échelon où à chaque augmentation hiérarchisée il percevra le triple de ses anciens compagnons pour qu'il soit amené à penser qu'il n'a plus les mêmes intérêts à défendre et devienne partisan de la collaboration patron-ouvrier, dans le cadre du régime capitaliste.

Et qui se fait le champion de la hiérarchie des salaires de 25 % ? Qui donc préconise la division ? F.O. et C.F.T.C. bien sûr, bien que la base soit contre, mais aussi les dirigeants de la C.G.T. qui seraient bien en peine de prouver que ce mot d'ordre a quelquefois appartenu au mouvement ouvrier !

Camarades, nous avons besoin de responsables révolutionnaires et non de diviseurs. Dans toutes les assemblées syndicales, à l'Arsenal ou dans le Bâtiment, parlons et démontrons la hiérarchie-division, parlons et réclamons une augmentation de salaire égale pour tous et battons-nous tous ensemble.

Jean CARIOU.

SALUT AUX CAMARADES DU FINISTÈRE

Après un séjour de trois semaines à Logonna-Daoulas, les enfants des mineurs de la Loire ont regagné leur région.

La grand-mère du petit Alain qui avait accompagné les enfants, les parents des petites filles nous prient de transmettre aux camarades de la région, leur fraternel salut.

Mme Arsac ajoute avec tristesse à sa lettre que ses deux fils ont été condamnés à trois mois de prison pour avoir fait leur devoir d'ouvriers. (Le père du petit Alain a fait près de deux mois de prison... avant même d'être jugé). Camarades, n'oubliez pas le chant du secours rouge « Jusqu'au jour de l'assaut final. Protégeons nos camarades... » Répliquez à l'Innocent Moch en continuant à adresser mandats et colis à la Fédération des mineurs (C.G.T.). Oui, votre situation est difficile. C'est vrai. Mais vous ne pouvez pas réaliser la terrible misère des mineurs.

SOUSCRIVEZ !! SOUSCRIVEZ !!

DIFFUSE " LE MILITANT "

Samedi 8 janvier, à la cantine des 4-Moulins, la cellule de Brest organisait une petite fête en l'honneur de trois enfants de mineurs de la Loire.

Plus de cinquante militants et amis se sont retrouvés autour de tables garnies par eux de gâteaux, vins et fruits.

Jusqu'à minuit et demi, l'ambiance la plus sympathique et la plus enthousiaste régna.

Le camarade Galvés ouvrit la séance en rappelant ce qu'est la solidarité ouvrière et en précisant qu'elle ne consiste pas seulement à soutenir les combattants après la lutte, mais à les appuyer pendant le combat commun, c'est-à-dire, à lutter pour la grève générale.

Après ce court exposé, une lettre fut lue, expédiée par le secrétariat de l'Union locale C.G.T., l'excusant de ne pouvoir assister à la fête et lui souhaitant un plein succès.

La chorale des militants entonna ensuite quelques chants prolétaires : « Le chant du Secours rouge », « L'Appel du Komintern », « Zimmerwald », « Les partisans ».

Toute la soirée, militants, ajlates, sympathisants se succédèrent sur les banquettes pour raconter de bonnes histoires ou exécuter une danse folklorique.

Nous ne sommes pas près d'oublier les chants mimés de Jean Léostic, le cours d'italien de Capoue, les mimes précises (rés) de Jean Cariou, le chœur des Doaré, le dynamique refrain de Dédé Fichant, etc., etc...

Nous n'oublierons pas non plus la virtuosité de l'accordéon qui aida tant à créer l'ambiance.

A minuit et demi, après lecture d'un poème dédié aux mineurs, l'assistance entonna l'Internationale, et chacun regagna son logis heureux de cette bonne soirée déroulée sous le signe de la solidarité prolétarienne.

LE TEMOIN.

DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE

Monsieur Morice, vous êtes un zélé serviteur

Les ateliers du Centre d'apprentissage du Bâtiment de Brest sont dans un état fort misérable. « Il est inadmissible de m'avoir fait venir ici », dit récemment un visiteur de marque. Il est aussi inacceptable que des responsables de l'Enseignement technique permettent cela ! Et qui est le visiteur scandalisé ? André Morice, premier responsable de l'Enseignement technique !

Ce fidèle larbin a fait plaisir à ses maîtres, les patrons du Bâtiment, qui eux ne peuvent admettre que des jeunes apprennent un métier, en dehors de leur contrôle. En voilà des gaillards qui risquent d'être peu disposés à se taire sous le joug de l'esclavage. C'en est un scandale !

En attendant, l'apprentissage public, misérable à cause du désintéressement total des pouvoirs publics, en prend un coup, et un bon, tandis qu'en face, les curés se réjouissent. Ces derniers possèdent dans le département des établissements professionnels florissants et par dessus le marché, des garanties suffisantes d'abrutissement !

Pour ceux qui ne le savent pas, M. Morice, valet du capitalisme à l'Enseignement technique, est un entrepreneur nantis, monstrueusement enrichi sous l'occupation en... construisant le Mur de l'Atlantique.

Du beau monde en somme à la tête de l'Enseignement public.

LE LAMPISTE.

U. J. R. F. ou J. C. I.

Si le rôle du parti révolutionnaire est primordial parce qu'il doit diriger les luttes du prolétariat jusqu'à la prise du pouvoir, si ce parti est toujours nécessaire jusqu'à l'instauration de la société communiste, le rôle d'un Mouvement révolutionnaire de la jeunesse n'est pas moindre, tout en étant différent de celui du parti. Eduquer politiquement, défendre les intérêts particuliers à la jeunesse, sur le plan de l'armée, l'école, les loisirs, tel est son rôle, tel était le sens de la lutte que menait jusqu'en 1927 la Jeunesse communiste contre le régime et la république démocratique qui occupait la Ruhr et colonisait le Maroc.



l'organisation de bals et sauteries, favorisent la croissance rapide du mouvement. Parallèlement et à l'intérieur de groupes il y a séparation contre ceux qui souhaitent la Révolution socialiste et tentent de développer l'esprit de classe dans leur groupe. Cette croissance ultra rapide entre dans les vues des bureaucraties stalinistes, en effet après chaque grand tournant les bureaux ont lancé une campagne de recrutement. Il s'agit de attirer les anciens militants bolcheviks et promotion à l'étranger sous un flot de nouveaux inductibles, acceptant les directives des chefs généraux sans discuter. Aussi lorsque le front P.C.F.-bougeois se rompt en avril 47 sous la pression des métaux de Renault en grève et de la classe ouvrière qui force les ministres stalinistes à quitter le gouvernement tripartite, et quand pour conserver sa base ouvrière le P.C.F. est dans l'obligation de s'écarter un peu à gauche, alors la GRANDE UNION se disloque et les volontaires pour décharger les wagons, le samedi, à l'arsenal de Brest, commencent à se poser quelques petites questions. C'est bien joli tout ça ! « Les grandes phrases sur la FRANCE. Mais laquelle ? La miennne et mes 2.000 fr. par quinzaine ou bien celle du jeune gaulois de La Baule et ses 150.000 fr. par mois ». La Marseillaise des Pétaïn, des de

diante au l'Internationale des socialistes ? Et les masses de Marx et de Lenin ? L'un demand les autres pagniens de résistence nous socialistes de tactique, et l'on laisse assassiner FABRIEN et condamner les officiers F.T.P. de Moullevat ? Tactique, on laisse assassiner nos camarades Grecs par les troupes de Churchill ?

Tactique, on ditont la glorieuse J. C. pour le remplacer par une l'Union de RICHARD BOURNARDIS SONT PUIS RIENS A FAIRE ?

Tactique, les ouvriers et paysans chinois se battent depuis 25 ans pour le jour de la victoire, pour établir un gouvernement d'union démocratique ! On a tenu une fois plus la main, mais les bras sont courts, ils s'ent ont au garde à vous devant les généraux, on a lâché les bottes aux firs.

Sous prétexte de tactique, on a collaboré au gouvernement du grand bourgeois, et manifestement ce beau général se fait livrer par Schindler et consorts des mitraillettes pour défendre les précieux combattants ouvriers ?

Alors ! Nous ne voulons plus être les sautés de la bourgeoisie, mais ses dégoûtés.

Et quand THOMAS nous dit « IL FAUT RECONSTITUER LA FRANCE », nous demandons « LAQUELLE ? » Gouvernement et UNION DEMOCRATIQUE ? Tactique dictée par les intérêts du Renouveau et de la bourgeoisie opposée à une lutte révolutionnaire des masses et qui se cherche qu'à exploiter la combativité des travailleurs pour faire pression sur la bourgeoisie.

Nous ne marchons plus pour le replâtrage du capitalisme peureux. Nous reconstruisons quand le pouvoir OUVRIER-PAYSAN sera instauré, quand nos efforts n'auront pas essouffé les comptables obscurs des bureaucrates, mais précéderont à l'ensemble des travailleurs.

Et toi ? Tu n'es ni pas marce des tactiques et du pseudo-marxisme stalinien ? Tu veux lutter, non pour la place de quelques bureaucrates mais pour toi, pour ta classe ? Alors, qu'attends-tu ?

Edy THOMAS.

Est-ce cette voie que suivent ceux qui se prétendent les successeurs de la J. C. ? Jusqu'en 1916 la politique de firs des dirigeants stalinistes avec les a bureaucraties de l'Internationale influe celle de leur jeunesse. Les tactiques du P.C.F. est de se présenter comme une force avec laquelle l'on doit compter, aussi quoi de plus simple que de regrouper tous les « jeunes républicains ». Si dans cette union le nombre ? est, le contenu politique est nul ; les bureaucrates se frottent les mains, pour eux en effet, il vaut mieux combiner un troupeau de moutons bien dociles qu'une équipe de J. C. de la période ultra gauche. Tous les jeunes sans considération d'origine ni de conscience sociale ont libre accès aux cercles de U.J.R.F., qui se transforment en associations de plaisir et contribuent à renforcer l'illusion d'une amélioration possible et durable du monde sans révolution socialiste. C'est pourquoi Moriz, l'ancien glorieux maître de la Mer Noire, après avoir proclamé les vertus des sports, des loisirs et de la joie, conclut en invitant les jeunes ouvriers à produire, à s'enrichir et à défendre la France (10 février 1946).

Il est vrai que l'Union avait montré la voie en invitant le peuple de Paris à venir, à l'Arc de Triomphe, assister au Gaulle le 14 juillet, 26 août 1943).

Cet absence de programme et la principale activité des cercles de U.J.R.F.

L'ETAT FORT & LES A. J.

Tout d'abord, inévitablement, par la voie parlementaire, de Gaulle se prépare à asservir les travailleurs. Nos bons ministres de la IV^e République démocratique assistent déjà sans peur.

Moriz, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, vient de créer une commission chargée d'établir les Auberges de Jeunesse.

Alerte les enfants ! Laisserons-nous celles-ci devenir le lieu de rendez-vous des bandes R.F.F. à l'instar des A.J. allemandes par les Jeunes filles hitlériennes ?

Laisserons-nous détruire le travail que des milliers de Jeunes ont mis 24 heures à accomplir ?

Camarade mine, tu dois comprendre que la seule solution viable pour le problème ajiste, est dans le renversement du régime parlementaire pourri et dans la destruction du capitalisme cause de cette pourriture.

Tous ensemble nous lutterons pour faire avorter cette machine dictatorialle.

Tous ensemble nous lutterons pour l'avènement de la Révolution socialiste qui seule est capable d'arrêter la montée du fascisme et de donner un sens à la formule ajiste : « Pour les jeunes — Par les jeunes ».

LES AJISTES & LA GRÈVE

La solidarité ouvrière n'est pas un épais mot pour les groupes ajistes de Brest et du département. A l'égard même pour les cellules du parti, ils ont par leur appui financier contribué à amplifier le séjour des enfants de mineurs victimes de la répression anti-ouvrière.

Pour eux la solidarité est liée à l'éducation dans l'action, et leur pression à la fin organisée en l'honneur des enfants de mineurs l'a démontré.

LISEZ LA VÉRITÉ

POINTES ROUGES

UN MILLION DE « VIEUX » ENVIENT
LE SORT DE PÉTAÏN



Le journal pro-fasciste « Paroles Françaises » du 7 janvier raconte au détail « la vie inhumaine infligée à Pétaïn. J'en suis resté soufflé. »

« Sa cellule est petite. Il est contraint de faire son ménage, un fauteuil lui a été refusé, il n'a le droit qu'à vingt minutes de sortir par jour, et après cela il est obligé de monter trente marches abruptes. Il ne peut voir sa femme que séparé par une table. »

Vous vous rendez compte si c'est terrible ? Mais, moi aussi je connais une petite vieille veuve d'un marin de commerce. Elle ne touche pas 2.000 fr. par mois. En conséquence elle est obligée comme Pétaïn, de faire son ménage... et elle fait, en plus, celui des autres.

Elle ne demande pas de fauteuil... mais elle voudrait pouvoir faire rempailler son unique chaise. Et ça n'est pas trente marches abruptes qu'elle doit s'appuyer quand elle est obligée d'aller de l'épicerie à Brest.

Elle ne verra plus jamais son mari... même séparé par une table. Le pauvre gam a été envoyé par le fond en 1918. Le sénateur Pétaïn y est bien pour quelque chose.

Alors ! Alors Messieurs de « Paroles Françaises », voyez-vous, à mon avis pour cette vieille veuve de Maréchal, quatre murs, c'est encore trois de trop !

Jean LE GOUIN.

A propos d'iboen

PETITE VARIANTE SUR L'AFFAIRE KRAVCHENKO ET LA GUERRE D'INDOCHINE

— Eh bien André Marty, racontez-nous pourquoi l'action directe vaut cent fois mieux que la collaboration ministérielle quand il s'agit d'empêcher l'Etat capitaliste de faire tirer sa marine sur un peuple qui veut se libérer.

— TTTTTTTTTTTTT

— Ah ! Ah ! Vous en parlez pourtant dans votre livre sur la Mer Noire. Ça n'est donc pas vous qui l'avez écrit. C'est un autre Marty qui était jeune et qui était un vrai communiste internationaliste.

PERMANENCES

BREST. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, au Célibat-Bar, 17 bis, rue Kerivin.

SAINT-PIERRE. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, chez Ti-Coz, Quatre-Moulins.

QUIMPER. — Ecrire à Robert Trévien, 32, Grande-Rue, Kerfeunteun.

CAHNAK. — Alain Le Dem. rue Constant Lancien.

ROSPORDEN. — Ecrire à René Le Du, 15, rue Nationale.

Les procédés qui dégradent l'esprit
humain

La revue « Etudes Soviétiques » vient de publier un long texte de Maxime Gorki sur Lénine. Malheureusement nous nous souvenons de quelques passages qui ont été oubliés.

« Ça ne fait rien, nous les avons retrouvés dans la revue « Clarté » publiée jadis par Henri Barbusse (n° 11, 1^{er} février 1925). »

Voilà un passage... oublié par les « Etudes Soviétiques » :

« Lénine me préférait. — Oui, un dit « bien des choses fausses, et surtout sur mon compte et celui de Trotsky. »

« Ka tapant sur la table, il déclara : « — Quel me montre un autre homme capable d'organiser en un an une armée à propos exemplaire et de conquérir en six mois l'Estime des spécialistes militaires. Nous avons cet homme. Nous l'avons tout. Et nous ferons aussi des prodiges. »

Voilà une phrase de Lénine qui ne cadre pas du tout avec le livre-trochisme intitulé « La grande conspiration contre la Russie. »

Aussi, sans se gêner, les leaders stalinien censurent Maxime Gorki et Lénine.



ATTENDONS LA RÉPONSE DE BASILE

Voulez-vous savoir comment Signor fabrique un « collaborateur » ? Lisez son article contre Tanguy-Prigent dans « La Brochette » du 22 Janvier.

Tanguy-Prigent fut arrêté puis relâché en 1940. Signor en tira 50 lignes de déductions assez répugnantes.

Et bien, je veux donner à Signor l'occasion de me faire un procès si je mens.

J'affirme qu'en 1940, des milliers de militants furent arrêtés et relâchés. Je cite le cas précis de Mine Ginoulin, députée P.C.F. Signor déclare que Tanguy-Prigent rencontre Déal en 1940. J'affirme qu'en 1940, Staline rencontre Van Ribbentrop. Molotov rencontre Hitler, etc., etc.

Signor désire-t-il me faire un nouveau procès ? Sinon qu'il adresse à Staline et Molotov une distribue au genre de celles qu'il adresse à Tanguy-Prigent.

Enfin, comme il faut parler aussi de rencontres en France... et donner l'occasion à Signor de me faire trois procès, j'affirme qu'en 1940, la direction du P.C.F. demanda à la Kommandantur l'autorisation de faire paraître légalement « L'Humanité »... et précisa même aux nazis que ce serait un bon moyen pour empêcher l'extension de la propagande clandestine des trotskystes. Si je mens, que Signor me fasse un autre procès.

Ces trois affirmations sont très graves, en particulier la dernière. Si jamais procès fut mérité, c'est bien celui-là. Mais si Signor ne court pas immédiatement au tribunal, c'est qu'il est la dernière des canailles (ce dont je n'ai jamais douté).

P. S. Afin de prévenir les petites saletés possible de Signor, il est nécessaire de préciser que je n'ai aucune sympathie pour Tanguy-Prigent, l'ex-ministre, et agent loyal de la classe bourgeoise.

Cette accusation me suffit amplement. Mais elle ne prut être, évidemment, lancée par un Signor, sous-pied des ex-camarades ministres.

A. CALVES.

L'assemblée régionale du Parti aura lieu dimanche 13, à Morlaix.

Ordre du jour et lieu de réunion seront communiqués ultérieurement.

Un camarade du B. P. participera à cette assemblée.

LES 3 L

LENINE

Parlant de la Révolution française, dans le discours en s'adressant aux partis bourgeois : « Vous avez gardé les cent-craux ; nous, nous avons gardé la flamme ».

De même, aujourd'hui, le corps de Lénine est embourbé au Kremlin. Mais, seuls, les militants de la IV^e Internationale ont suivi les enseignements du plus grand révolutionnaire prolétarien.

Nous pensons que la meilleure manière d'honorer la mémoire de Lénine, c'est d'étudier dans cet article, sa position sur un problème d'actualité : la question gouvernementale.

Afin de mieux saisir le 30^e anniversaire du premier congrès de l'Internationale communiste, nous reproduisons des extraits du discours que Lénine prononça à ce congrès.

Dans ce discours, Lénine montre que « dans la République bourgeoise la plus démocratique, la machine gouvernementale est faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital ».

« La valeur de la Commune de Paris consiste en ce qu'elle a tenté de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée et la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières ».

Celui qui a bien compris ces enseignements, ne peut pas tomber dans le piège des chefs P.C.F. et S.F.I.O. qui veulent faire croire aux ouvriers que l'Etat change de nature parce que certains « camarades-ministres » viennent s'asseoir dans les fauteuils du gouvernement bourgeois.

Mais Lénine condamne aussi toutes les tentatives de solution, tout ceux qui veulent faire croire qu'il y a une solution intermédiaire entre le pouvoir des bourgeois et celui des ouvriers.

L'extrait qui suit est la meilleure condamnation des formules comme celle de « Gouvernement d'Union démocratique » :

« Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur trahison envers le prolétariat, c'est que, dans la société capitaliste, dès que s'opère la lutte de classe qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que des lamentations réactionnaires de petits bourgeois ».

Et Lénine précise encore sa pensée en affirmant : « Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire ».

Pour nous, trotskistes, ces leçons marxistes citées par Lénine restent plus vraies que jamais.

« Ceux qui répètent « Et les démocraties populaires ? », nous faisons remarquer qu'elles ne sont pas du tout le produit de soulèvements prolétariens, mais simplement le produit de la pression russe sur de petits Etats bourgeois ».

Dans un seul cas, celui de Yougoslavie, il y a eu de nombreux mouvements populaires. Mais, justement, la situation actuelle de la Yougoslavie prouve que la « démocratie populaire » ne régit en rien le problème de la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie.



Fidèle aux leçons de Lénine, le P.C.J. ne lutte pas aujourd'hui pour un nouveau panier de crabes tripartite, mais pour un Gouvernement ouvrier et paysan, appuyé et contrôlé par les comités de travailleurs armés dans tout le pays. C'est le seul moyen d'en finir avec la misère, le fascisme et la guerre. C'est le grand enseignement de Lénine.

LIEBNECKT

Gary Davis prétend vouloir aujourd'hui lutter contre la guerre. Il n'a pas compris la grande leçon d'internationalisme prolétarien qu'il y a 30 ans, Karl Liebknecht donna au mouvement ouvrier.

En 1918, Karl Liebknecht fut le seul député au Reichstag à s'opposer avec violence à la guerre en refusant de voter les crédits militaires ; et cela au moment même où chaque section de la II^e Internationale s'effondrait dans le marais de la Défense nationale.

L'inépuisable révolutionnaire avait compris, à l'encontre de Gary Davis, que la cause de la guerre reside de nos jours dans la nature même du régime capitaliste ; la destruction totale de ce régime étant la condition première pour connaître la Paix.

S'adressant aux jeunes du monde entier il s'écriait : « L'enemi est dans notre propre pays, prolétaires, unissons-nous », et il invitait les jeunes sous l'uniforme à rejoindre leurs amis contre leur propre bourgeoisie nationale.

La meilleure preuve de la justesse des appels de Karl Liebknecht nous a été donné par les bourgeois eux-mêmes : ils le firent assassiner en 1919 ainsi que R. Luxemburg et se précipitèrent, pour le faire, du bras du social-démocrate Noske, que Jules Moch semble avoir pris pour modèle.

Aujourd'hui la police de Moch assassine les mineurs et doit le coup avec Gary Davis ! C'est montre clairement que Liebknecht et les mineurs ne sont pas dans le même camp que le clown de Chaillet.

Jean CARROU.

ROSA LUXEMBOURG

« J'espère mourir à mon poste, dans une bataille de rues ou dans un pénitencier ».

(Lettre du 2 mai 1917).

Comme la plupart des militants ouvriers qui se dressèrent contre la guerre, Rosa Luxemburg fut arrêtée ; mais elle en prison tout au long de la guerre elle s'efforça de sa cellule de diriger la pensée révolutionnaire de la classe ouvrière allemande.

« Préparer la révolution qui devrait ouvrir la porte au socialisme, tel la tâche de toute sa vie et le seul but connu l'ambition de cette femme unique ». (Gara Zerkin).

Comme son camarade de combat Karl Liebknecht elle fut assassinée par la contre-révolution qui dirigeaient les sociaux-démocrates Eberl, Scheidemann et le chien sanglant Noske.

Aujourd'hui les bouffeurs de « boche » n'ont plus honte la mémoire de Karl et Rosa. Mais les véritables révolutionnaires disent comme le disait G. Zinoviev, président du comité exécutif de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, le 13 juin 1919, devant la tombe de la grande fondatrice de l'Internationale communiste : « Avec l'avant garde prolétarienne du monde entier nous plions le genou ».

Eternelle mémoire à Rosa Luxemburg.

DANS LA RÉGION NANTAISE

54 employés licenciés dans une des Caisses de la Sécurité Sociale

Le plan de licenciements mensuels pour raison de compression budgétaire a commencé d'être réalisé : 54 employés d'une des caisses de Nantes ont été licenciés récemment. Mais en fait, il est à prévoir que, d'une façon plus ou moins rapide et échelonnée, se sont des centaines d'employés, surtout des femmes, qui seront, dans les mois qui viennent, privés de leur travail.

Or il ne peut être question d'envisager leur reclassement dans le privé, le travail manque totalement à Nantes pour la main-d'œuvre féminine. Le cercle équivaut donc à priver de strict droit à l'existence de fonds de chômage n'étant même pas ouverts.

En face de ces mesures, quelle est la position de la C.G.T. ? Des licenciements seront nécessaires. Il faut à toute responsabilité aux employés que leur convention collective est favorable, qu'ils sont en fiche et, sans énoncer à leurs revendications, il leur faut être raisonnables.

Valût-elle qu'équivalant, il y a plusieurs mois, les responsables syndicaux aux administrateurs C.G.T. des caisses locales.

Ainsi les dirigeants staliniens, comme réformistes répondent aux menaces de licenciement en les acceptant, pour se faire les bons administrateurs de la S. S. dont ils ont voulu assurer la gestion.

On ne peut à la fois servir les intérêts des travailleurs et réaliser des économies que le Gouvernement utilisera à pour son budget de classe ». (V. O. du 12 janvier).

Les employés de la S. S. syndiqués C.G.T., F.O., C.F.T.C. doivent condamner toute cette orientation et constituer dans chaque caisse des COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION contre les licenciements.

Si un certain gonflement des cadres administratifs (chefs de service en surnombre) et l'élargissement de l'éventail des salaires, au profit exclusif des cadres supérieurs, ont contribué à grever le budget de la S. S., les employés ne doivent pas en faire les frais. Si par ailleurs, il n'y a pas assez de travail pour tous, sur les bases actuelles (42 ou 43 heures), il faut exiger l'échelle mobile des heures de travail avec garantie du salaire actuel.

Abonnez-vous au "MILITANT"

Les frais élevés nous empêchent de mettre « Le Militant » dans les kiosques.

Une seule solution pour tous ceux que notre bulletin intéresse et qui veulent le soutenir :

S'ABONNER

Pour 12 mois : 100 fr. Adressez le mandat à Jean CARROU, 39, rue Jules-Verne, Quimper, C.C.P. 465-68 Rennes.

En vue de soutenir la campagne d'abonnement pour « La Vérité », toute personne prenant un abonnement d'un an à « La Vérité » sera abonnée automatiquement au « Militant ».

L'abonnement à « La Vérité » est de 200 fr. Adressez le mandat à l'adresse ci-dessus.

Suppression de la formation professionnelle accélérée ?

La Radiodiffusion nationale annonçait dernièrement la stricte limitation des centres de F.P.A. aux centres prioritaires (c'est-à-dire essentiellement le bâtiment) et leur réduction à une centaine.

Par ailleurs, le centre de F.P.A. métoux de Nantes a brusquement refusé d'admettre à la dernière session, tous les candidats de Nantes et même de la Loire-Inférieure, reconnus après une semaine d'entrées, sous prétexte que la commission départementale de la F.P.A., dominée par les patrons, a des perspectives très incertaines sur le placement des stagiaires dans l'industrie. Ainsi, on subordonne la formation professionnelle des jeunes gens aux stricts besoins du patronat local. Et par ce fait on condamne immédiatement au chômage des jeunes qui, comme manœuvres, auront actuellement encore plus de difficultés à trouver du travail que comme ouvriers qualifiés.

La F.P.A. qui répond à un besoin certain chez les jeunes et les adultes qui n'ont pu apprendre un métier alors qu'ils en avaient toutes les capacités, doit être maintenue coûte que coûte et dans son intégrité.

Pour cela il est nécessaire que les stagiaires des centres de F.P.A. qui sont des travailleurs comme les autres, syndiqués ou non, se montrent solidaires de leurs camarades à qui on refuse l'entrée en apprentissage, et engagés immédiatement et de façon active dans la suppression des sections, voire du centre, comme contre toutes mesures arbitraires, comme celles que nous venons de signaler. Ils doivent, dans une telle action, exiger l'appui de leurs Fédérations syndicales respectives, et avant tout de la C.G.T. qui avait, jusqu'à ces temps derniers, le contrôle sur la F.P.A.

DANS LA RÉGION NANTAISE

Cette page devient la continuation du « Prolétaire de l'Ouest », publié pendant longtemps par les militants du P.C.I. de Nantes. La coordination de nos efforts augmentera l'efficacité de notre action).



Pour connaître la ligne politique de la 4^e Internationale.

Pour connaître la lutte de toutes les sections trotskystes dans le monde. Il est indispensable de lire la revue

QUATRIÈME INTERNATIONALE

L'abonnement : 300 fr. Adressez le mandat à M^{lle} WEILL, boîte postale n° 124, PARIS (15^e)
Compte chèque postal 5672-07 PARIS

Le Gérant : CALVBS André.

Diffusez "LE MILITANT"